

Note trimestrielle de conjoncture Insee Poitou-Charentes



Avril 2013 - n°02

Nouveau recul de l'emploi salarié au 4^e trimestre 2012

Au 4^e trimestre 2012, les conjonctures des économies avancées se sont essouffées. Quant à la zone euro, elle a poursuivi la trajectoire récessive entamée début 2011. L'économie nationale s'est inscrite partiellement dans ce mouvement de repli de l'activité, l'évolution du PIB affiche sur le dernier trimestre -0,3 % après +0,2 % au 3^e trimestre. Dans ce contexte, le ralentissement de l'activité régionale s'est poursuivi. Les niveaux de l'activité et de l'emploi ont continué de se dégrader dans l'industrie. Les entreprises du bâtiment (logements) restent soumises à l'atonie de la demande dont les perspectives pourraient s'améliorer à moyen terme. L'évolution négative de l'emploi dans le secteur de la construction traduit ces difficultés. La problématique est la même pour ce qui concerne le secteur de l'Intérim auquel les entreprises des deux secteurs précédents font largement appel. Seuls les services marchands et le commerce enregistrent sur le 4^e trimestre une progression de leurs effectifs salariés. L'activité des hôtels de la région Poitou-Charentes s'est accrue, la saison automnale a été jugée très satisfaisante. Au total, au 4^e trimestre 2012, l'ensemble des secteurs marchands de Poitou-Charentes a encore détruit des emplois salariés. Le chômage progresse encore et touche désormais 9,8 % des actifs de la région. Le contingent des demandeurs d'emploi de catégorie A dans la région atteint fin 2012 près de 81 400 personnes (en données brutes), l'année 2012 s'achève donc avec le contingent le plus élevé (en décembre) depuis 1998.

Didier Lampin, Insee Poitou-Charentes

Synthèse générale

Les échanges extérieurs régionaux sont restés très dynamiques sur le 4^e trimestre 2012. Même si les exportations de boissons n'ont pas dérogé à leur baisse saisonnière (-7,4 % en glissement trimestriel), les ventes à l'étranger ont continué à croître. Elles ont été portées par une augmentation des livraisons en produits agricoles (+18 %) à l'étranger. Les sorties de matériels électriques ont été également plus fournies (+9 %) par rapport au 3^e trimestre. Les importations de produits pétroliers ont été contenues, elles restent stables entre les deux derniers trimestres. Les achats de biens d'investissement et de matériels électriques ont progressé, ils traduisent en filigrane les investissements que peuvent opérer une partie des entrepreneurs régionaux.

L'activité des entreprises industrielles de la région au 4^e trimestre 2012 a été globalement moins dynamique qu'au trimestre précédent. Le taux d'utilisation des capacités de production est resté ancré, au 4^e trimestre 2012, bien en dessous sa tendance de long terme.

Les secteurs de la construction et des activités immobilières ont subi une conjoncture détériorée. L'activité du marché de l'immobilier dans l'ancien est passée sous le niveau qu'elle avait en 2011. Cependant les financements pour l'habitat qui se contractaient depuis la fin 2010, ont repris de la vigueur. Le volume des crédits nouveaux à l'habitat distribués par les banques aux particuliers s'est redressé au 3^e trimestre 2012, la poursuite du mouvement est espérée au 4^e trimestre.

Les mises en chantiers de logements, ont enregistré un fort recul par rapport au 4^e trimestre 2011. Pour l'ensemble de l'année 2012, elles sont également en recul. Ces circonstances provoquent un réel manque d'activité pour les entreprises du secteur du bâtiment. Celles-ci semblent compter à terme, sur le renforcement des travaux de rénovation et de réhabilitation de logements anciens. L'embellie a été par contre réelle pour les entreprises de travaux publics qui bénéficient, dans les départements concernés, du chantier LGV¹.

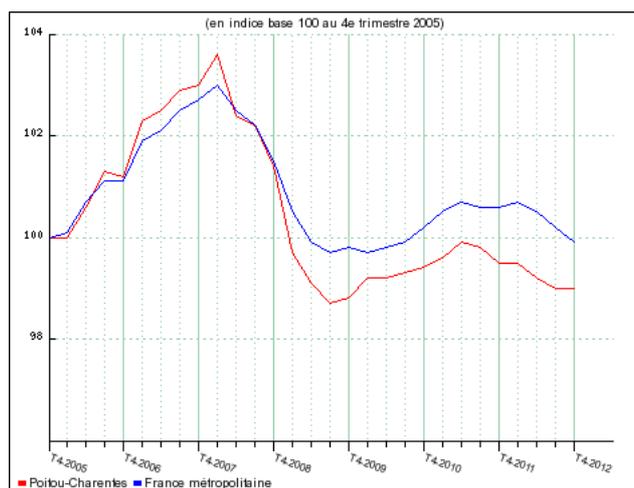
L'emploi salarié régional des secteurs marchands non agricoles a continué de se dégrader même si les pertes, ce trimestre, ont été moins fournies que précédemment. Dans la région les destructions de postes ont été moins importantes qu'au niveau métropolitain. Les réductions d'emplois ont été opérées au sein des secteurs de l'«Intérim», de la «Construction» et de l'«Industrie». Au 4^e trimestre, les entreprises employeuses du «Commerce» et des «Services marchands» (hors intérim) ont par contre contribué à atténuer les pertes d'emplois, les créations de postes y ont été plus nombreuses que les suppressions.

La réduction du volume d'emploi salarié n'est pas sans conséquence sur l'accroissement du nombre de chômeurs. Le taux de chômage s'accroît de 0,4 point entre le 3^e et le 4^e trimestre. Le nombre de demandeurs d'emplois s'accroît également. On dénombre en décembre 2012 près de 77 950 demandeurs d'emploi (catégorie A - cvs), soit un accroissement de 9,2 % par rapport à décembre 2011.

¹ Ces grands travaux régionaux auraient contribué, selon COSEA, à créer plus de 1 000 emplois en 2012.

Le climat économique régional a été dominé par une activité plutôt en contraction et n'a pas incité les vocations entrepreneuriales. La création d'entreprises nouvelles a en conséquence marqué le pas, elle s'effondre même dans le domaine de l'entreprise traditionnelle. Seules les créations d'auto-entreprises gardent un volume consistant. Sachant que beaucoup de personnes se dirigent vers cette formule quand l'emploi et la croissance économique ne sont pas au rendez-vous.

Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

Le contexte national

En France, l'activité s'est repliée fin 2012, avec une intensité toutefois moindre que dans les autres grands pays européens (- 0,3 % après + 0,2 %). La production manufacturière a subi un fort repli (- 2,6 % après + 1,1 %). Entraînées par la faiblesse des échanges dans les pays avancés, les exportations ont reculé (- 0,6 % après + 1,0 %) tandis que les investissements des entreprises ont diminué (- 0,8 % après - 0,6 %). De même, les dépenses de consommation des ménages ont été atones (- 0,1 %, après + 0,1 %).

Au 1^{er} semestre 2013, de meilleures perspectives d'activité dans l'industrie suggèrent un repli moindre de l'activité manufacturière. Grâce à l'embellie mondiale, les exportations accélèreraient. En revanche, la demande intérieure resterait atone. Le pouvoir d'achat des ménages resterait freiné par la dégradation du marché du travail et par l'augmentation des prélèvements ; la consommation des ménages serait stable. En outre, l'investissement reculerait encore. L'activité serait ainsi quasi-stable au 1^{er} semestre (0,0 % au 1^{er} trimestre 2013 puis + 0,1 % au 2^e) ; 74 000 emplois marchands seraient supprimés et le taux de chômage atteindrait 11,0 % mi-2013.

Le contexte international

Fin 2012, l'activité a calé dans les économies avancées (- 0,2 % après + 0,3 % au 3^e trimestre). Les économies émergentes ont pourtant gagné en dynamisme mais les économies avancées n'en ont pas profité. Aux États-Unis, malgré la résistance de la consommation des ménages et de l'investissement, l'activité a connu un trou d'air (0,0 %), en raison du repli de la consommation publique et d'importants mouvements de déstockage. En zone euro, net recul de l'activité : - 0,6 % après - 0,1 %. Notamment, la production manufacturière, stable au 3^e trimestre, s'est fortement repliée fin 2012.

Au 1^{er} trimestre 2013, l'activité resterait dynamique dans les économies émergentes et elle rebondirait dans les économies avancées (+ 0,4 %). Le rythme de progression redeviendrait soutenu aux États-Unis (+ 0,6 % après 0,0 %) grâce à la résistance de la demande interne et ce, en dépit des hausses de prélèvements sur les ménages décidées fin 2012. Dans la zone euro, l'activité cesserait de se contracter (+ 0,1 % après - 0,6 %), grâce au redémarrage de la locomotive allemande (+ 0,5 % au 1^{er} trimestre). En revanche, l'Espagne et l'Italie resteraient à la peine. L'activité des économies avancées se tasserait au 2^e trimestre 2013 (+ 0,2 %), notamment aux États-Unis sous l'effet de coupes budgétaires.

Emploi

Au 4^e trimestre 2012, encore des pertes d'emplois, mais le rythme ralentit grâce aux services marchands

En Poitou-Charentes, au 4^e trimestre 2012, les pertes d'emplois dans le secteur marchand se poursuivent mais d'une façon moins marquée que durant les deux trimestres précédents. Ce trimestre, les destructions d'emplois marchands sont moins accentuées dans la région (-0,1 % par rapport au 3^e trimestre) qu'au plan métropolitain (-0,3 %). Sur l'année 2012, l'évolution de l'emploi dans la région est cependant identique à celle de la France métropolitaine (-0,6 % par rapport à fin 2011).

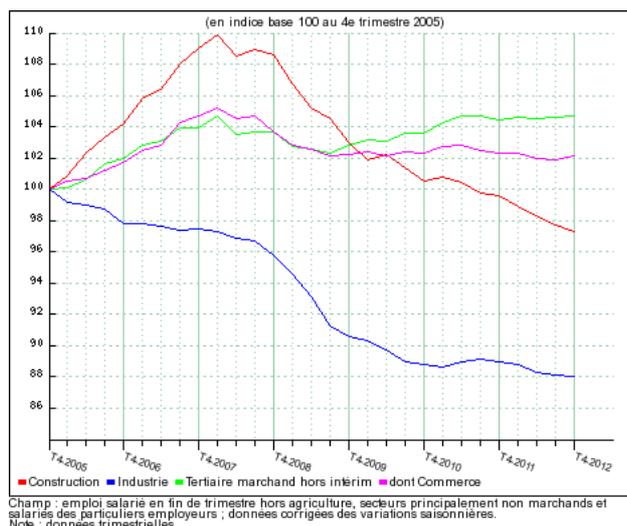
Trois secteurs sont particulièrement touchés : la construction, l'intérim et l'industrie. L'emploi dans la construction recule de 0,5 % (en glissement trimestriel) ; celui dans l'intérim de 0,8 % ; celui dans l'industrie de 0,2 %. Le bilan de l'année 2012 pour ces trois secteurs est négatif. Sur l'ensemble de la période, les pertes d'emplois salariés atteignent -2,4 % pour la construction, -5,4 % pour l'intérim et -1,1 % pour l'industrie (glissement annuel).

Au 4^e trimestre, deux secteurs ont toutefois créé des emplois nouveaux : le commerce et les services marchands (hors intérim). Le secteur du commerce, dont les effectifs salariés employés avaient reculé durant les trois trimestres précédents, s'est orienté à la hausse (+0,2 % en glissement trimestriel). Sur l'ensemble de l'année 2012, le commerce aura toutefois détruit plus d'emplois qu'il n'en aura créés, le nombre de salariés y diminuant de 0,3 % (glissement annuel).

Le secteur des services marchands (hors intérim) continue de créer des emplois (+0,1 % en glissement trimestriel). Sur l'ensemble de l'année 2012, c'est le seul secteur à avoir continument augmenté son volume d'emploi salarié. Au final le nombre de salariés y a augmenté de 0,6 % (glissement annuel).

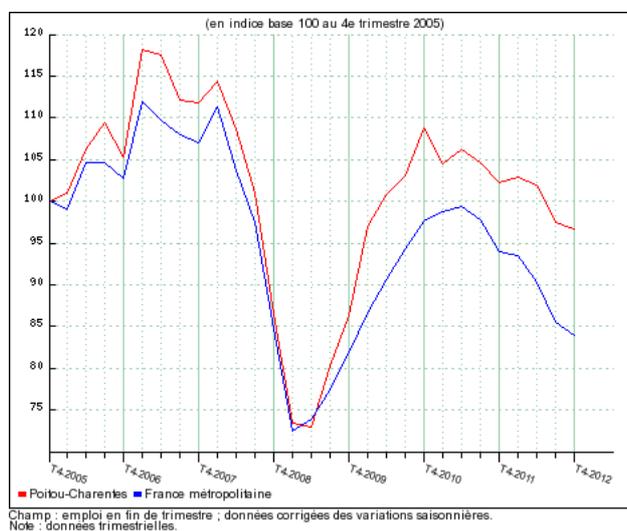
Au plan départemental, l'emploi salarié dans les Deux-Sèvres gagne 0,5 % par rapport au 3^e trimestre. Les services marchands, le commerce et l'intérim ont contribué ce trimestre à la création de postes de travail. L'emploi reste stable en Charente mais il diminue en Charente-Maritime (-0,2 %) et dans la Vienne (-0,4 %). Au niveau annuel les résultats sont négatifs : tous les départements présentent des niveaux d'emploi inférieurs à la fin 2011. Le département de la Vienne est le plus en difficulté (-1,1 %). À l'opposé les entreprises employeuses de la Charente ont davantage conservé leur effectif (-0,1 %), le secteur industriel y a même créé des emplois (+0,2 %). La Charente-Maritime affiche -0,6 % et les Deux-Sèvres -0,4 %.

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Poitou-Charentes



Source : Insee, Estimations d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire



Source : Insee, Estimations d'emploi

Marché du travail

Fin 2012, le taux de chômage en Poitou-Charentes atteint 9,8 %. Il reste inférieur à celui de la France métropolitaine (10,2 %)

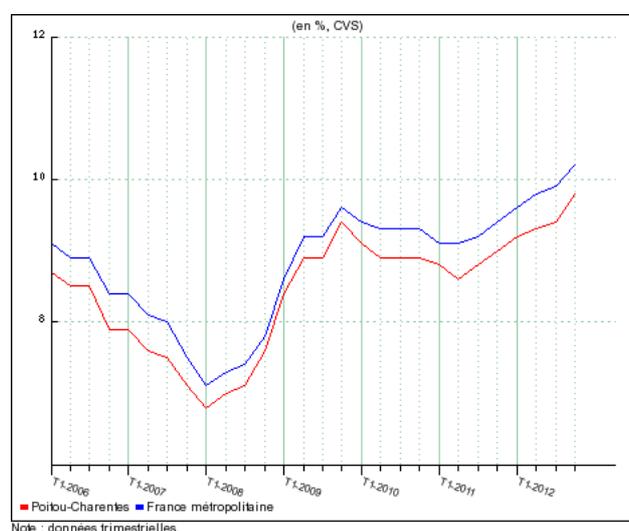
Au 4^e trimestre de 2012, le **taux de chômage localisé** s'établit à 9,8 % de la population active de la région, soit un niveau légèrement inférieur au niveau métropolitain 10,2 % (BIT). Le taux régional est en hausse de 0,4 point par rapport au 3^e trimestre de 2012 et de 0,8 point sur un an.

Dans la région, deux départements sont particulièrement touchés par le chômage. Il s'agit de la Charente et de la Charente-Maritime où le taux localisé atteint 11 % pour chacune des deux territoires. Ces deux départements restent cependant loin du département des Pyrénées Orientales où le chômage a atteint 15,3 % fin 2012. Le chômage dans la Vienne et dans les Deux-Sèvres reste inférieur à la moyenne régionale (respectivement 8,6 % et 8,1 %). Au niveau annuel, l'augmentation du taux de chômage a été modérée dans la Vienne (+0,5 point) alors que, dans les Deux-Sèvres et en Charente-Maritime, le taux s'est accru de 0,9 point et même de 1 point en Charente.

Dans la région, le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A, B ou C atteint 125 750 personnes (données CVS) à la fin du mois de décembre 2012 (+2,0 % sur le 3^e trimestre). Pôle Emploi a comptabilisé fin décembre 2012, 9 910 demandeurs de plus qu'à la fin de 2011. La catégorie des seniors (50 ans ou plus) a été davantage touchée ce trimestre (+2,5 % en glissement trimestriel). Sur un an, cette catégorie de demandeurs d'emploi s'est accrue de 16,6 %, soit près de 2 600 personnes supplémentaires. Au dernier trimestre de 2012, les plus jeunes (moins de 25 ans) sont un peu moins éprouvés que les seniors, mais leur contingent a également grossi (+0,3 % et +7,9 % en glissement trimestriel et annuel). Compte tenu des conditions qui ont prévalu et des difficultés de placement de certaines catégories de demandeurs d'emploi, le gonflement du nombre de demandeurs s'est répercuté sur les effectifs inscrits depuis plus d'un an à Pôle Emploi. Cette catégorie a augmenté de 12,1 % en 2012, soit 5 500 personnes de plus (données cvs), ce qui représente environ 56 % de l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi (cat A, B, C) observé en 2012.

Bien que le nombre d'offre d'emploi au niveau métropolitain ait baissé (-1,5 % par rapport au 3^e trimestre), le volume d'offres régionales a augmenté (+1,6 %) au 4^e trimestre pour atteindre près de 19 600 propositions. Les travaux engagés sur le chantier de la Ligne à Grande Vitesse semblent expliquer en partie la performance de la région dans ce domaine. Pôle Emploi a enregistré une large partie des offres liées à ce projet, dans la catégorie «emploi durable» (contrat de 6 mois et plus), cette catégorie a ainsi gagné +3,2 % entre les deux derniers trimestres.

Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et au taux de chômage localisé

Logements

Sur un an, le nombre de logements autorisés (yc logements en résidences) a reculé de 15,1 % en Poitou-Charentes, soit une baisse plus forte qu'au niveau national (-6,1 %)

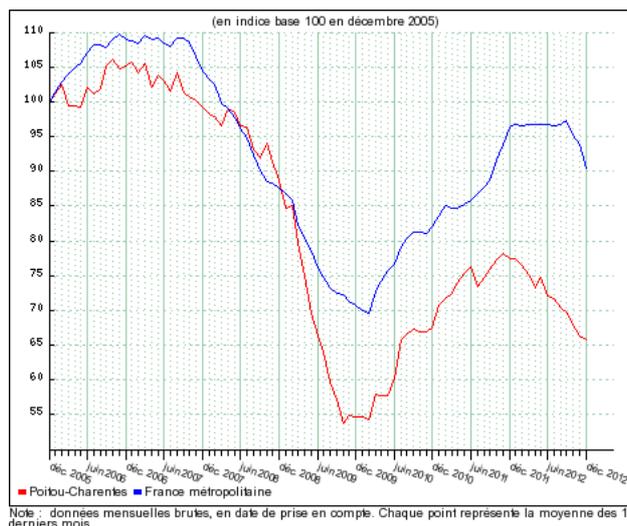
En Poitou-Charentes, le nombre de logements autorisés à la construction au cours des 12 derniers mois s'est établi à 13 100, fin décembre 2012. Ce volume est en fort repli (-5,7 %) par rapport au cumul annuel atteint fin septembre 2012. Il a reculé plus fortement encore (-15,1 %) par rapport à celui atteint fin décembre 2011. Sur un an, les autorisations de logements collectifs (-25,1 %) ont reculé davantage que celles des logements individuels (-17,6 %) tandis que les logements en résidence ont enregistré une progression notable (+75,8 %). Les perspectives d'activité à court terme dans la construction de logements s'annoncent comme relativement obérées pour le début de l'année 2013.

Des disparités existent cependant selon les départements. Par rapport au 3^e trimestre, la tendance des autorisations de logements ordinaires (hors résidences) s'est accrue dans les Deux-Sèvres (+7,5 %). Dans les autres départements, elle est restée ancrée à la baisse et a été plus fortement marquée en Charente-Maritime (-12,9 %). Le bilan par rapport à décembre 2011 est négatif pour tous les départements de la région. Dans la Vienne et en Charente, la dégradation sur l'année a dépassé le quart des volumes précédemment autorisés (respectivement : -30,5 % et -28,3 %).

Le nombre de logements (yc résidences) mis en chantier au cours des 12 derniers mois en Poitou-Charentes s'est établi à 9 986 fin décembre 2012, soit une baisse de 4,6 % par rapport à septembre 2012 et de 9,4 % depuis décembre 2011. Ce recul a été moins marqué en Poitou-Charentes qu'en France métropolitaine (-16,0 %). Sur l'année 2012, le nombre de logements commencés a été porté par la mise en œuvre de logements collectifs (+10,7 %) tandis que les maisons individuelles ont diminué (-11,1 %).

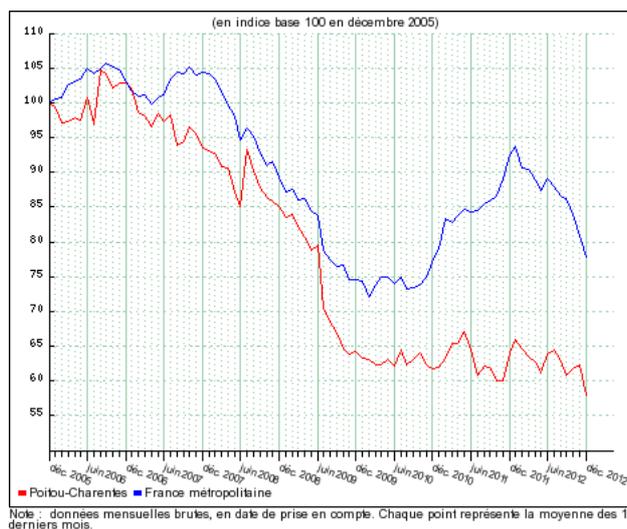
Comparativement au trimestre précédent, tous les départements de la région ont enregistré des niveaux de mises en chantier de logements ordinaires (hors résidences) en forte baisse. Cette tendance s'est confirmée également par rapport à l'année 2011. Cependant certains départements ont mieux résisté. Ainsi, le nombre de travaux entamés dans la Vienne est resté proche du volume annuel atteint en décembre 2011 (-0,5 %). À l'opposé, en Charente, les mises en chantiers se sont réduites de près d'un quart (-23,7 %).

Évolution du nombre de logements autorisés
En moyenne glissante sur 12 mois



Source : SoeS, Sit@del

Évolution du nombre de logements commencés
à la construction en moyenne glissante sur 12 mois



Source : SoeS, Sit@del

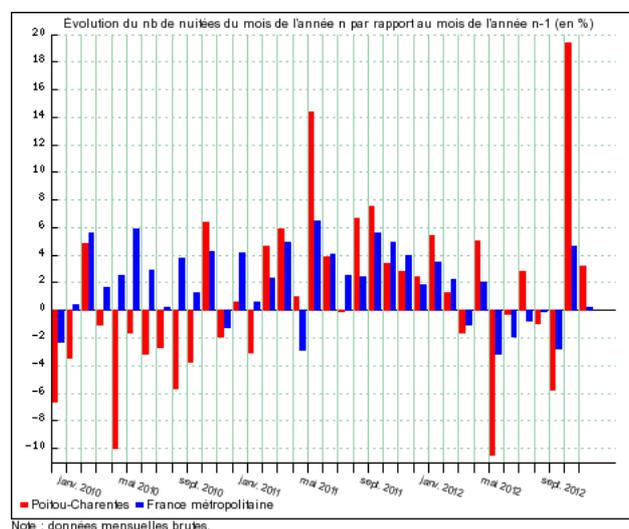
Tourisme

Une fréquentation automnale plutôt satisfaisante

Durant le 4^e trimestre 2012, l'activité hôtelière dans la région Poitou-Charentes a connu une sensible amélioration de la fréquentation par rapport au 4^e trimestre de 2011, notamment grâce au mois de novembre qui a bénéficié, en particulier, de vacances de Toussaint plus longues que d'habitude. Le nombre de nuitées consommées par les visiteurs a augmenté de 4 %. Les clients de nationalité étrangère ont particulièrement contribué à ce rebond de l'occupation hôtelière puisque leur présence augmente de 13,0 % par rapport à la saison 2011. Celle des utilisateurs français s'est accrue de 3,5 %. Au plan national (en glissement annuel) le volume des nuitées est resté pratiquement stable (+0,3 %), malgré une occupation des clients étrangers qui s'est accrue de 4,1 %, la présence de la clientèle nationale s'étant réduite (-1,4%).

Sur l'ensemble de l'année 2012, l'activité des hôtels de la région affiche une légère progression du nombre de nuitées totales (+0,6 %), qui touche dans une même évolution, les clients nationaux (+0,6 %) et les clients étrangers (+0,7 %). La part des visiteurs étrangers en Poitou-Charentes s'établit à 10 %, tout comme en 2011. Elle reste sensiblement inférieure à celle observée au niveau national où la part de clientèle étrangère est proche de 34,5 % en 2012 (33,5 % en 2011).

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes.

Sources : Insee, DGCIS, partenaires régionaux

Entreprises

Plus de créations en 2012 grâce au renouveau de l'auto-entreprise

Sur l'ensemble de l'année 2012, 12 120 entreprises (y compris auto-entreprises) ont été créées en Poitou-Charentes, soit légèrement plus qu'en 2011 (+0,8 %). Si les créations dites traditionnelles se sont écroulées (-19,4 %), le très fort retour des auto-entrepreneurs (+20,8 %) a permis de compenser le déficit entrepreneurial. Ce double mouvement traduit les effets d'une crise qui pénalise les naissances d'entreprises traditionnelles, et incite les personnes en recherche d'emploi à créer leur propre activité.

Ce bilan de créations sur l'année, aurait été largement moins consistant si un retournement de tendance n'avait eu lieu au 4^e trimestre 2012. Les créations d'entreprises se sont revigorées durant cette dernière période dans la plupart des départements sauf dans la Vienne. Ainsi, au cours du 4^e trimestre 2012, près de 3 000 entreprises (en données corrigées des variations saisonnières) ont été créées en Poitou-Charentes, soit une légère hausse (+0,7 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Au niveau national, le nombre de créations d'entreprises a baissé, par contre, de 3,1 % par rapport au 4^e trimestre de 2011.

Au 4^e trimestre 2012, les auto-entrepreneurs de la région représentaient 59 % des créateurs d'entreprises, contre 57 % pour le périmètre métropolitain. Dans la région, les créations d'entreprises sous le régime de l'auto-entreprise ont progressé de 17,3 % (en glissement annuel). À l'inverse, les créations de sociétés et d'entreprises individuelles hors auto-entrepreneurs ont reculé de 16,2 %.

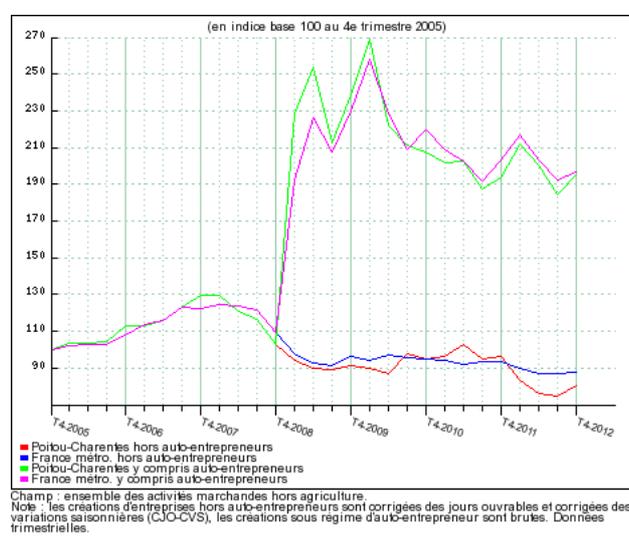
En Poitou-Charentes, durant le 4^e trimestre 2012, le secteur des services marchands a capté 50 % des créations d'entreprise (yc auto-entreprises). Les services marchands sont demeurés les principaux porteurs dans ce domaine même si leur poids a légèrement baissé par rapport au 4^e trimestre de 2011 où ils représentaient 52 % des créations.

Définition

Une entreprise est dite défaillante lorsqu'à la suite d'un dépôt de bilan, un jugement d'ouverture de redressement judiciaire est ouvert à son sujet, ce qui ne présage en rien du résultat de cette procédure. Une défaillance d'entreprise n'aboutit pas automatiquement à une cessation. L'évolution du nombre de défaillances n'est donc qu'un simple indicateur de la santé économique d'un secteur. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie (entre 10 % et 20 %), variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations d'entreprises.

Au plan départemental, la Charente-Maritime a concentré, comme sur l'ensemble de l'année 2012, 45 % des créations au dernier trimestre. Elles y sont restées dynamiques au 4^e trimestre 2012 (+8,0 % par rapport au trimestre précédent). Seule la Vienne a connu sur le 4^e trimestre 2012, un infléchissement du total des créations. Dans ce département même le nombre d'auto-entrepreneurs a diminué entre le 3^e et le 4^e trimestre (-2,8 %). Par rapport à 2011, la Vienne a été en 2012 le seul département à connaître une évolution négative des créations, le renfort des auto-entrepreneurs (+2,3 %) n'ayant pas compensé la baisse des entreprises traditionnelles (-13,4 %).

Créations d'entreprises



Sources : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Avertissement

L'Insee publie, depuis août 2009, le nombre cumulé de créations d'entreprises réalisées sous le régime de l'auto-entrepreneur depuis janvier 2009. Ce régime ayant été mis en place début 2009, les auto-entrepreneurs sont incorporés aux statistiques de créations d'entreprises depuis la publication portant sur le premier trimestre 2009. Toutefois, le modèle de désaisonnalisation de la série des créations est perturbé par le choc que constitue l'arrivée des auto-entrepreneurs dont on ignore le profil saisonnier. Par conséquent, seule la composante « hors auto-entrepreneurs » est désaisonnalisée. On lui ajoute le nombre brut de créations sous le régime de l'auto-entrepreneur.

Les défaillances d'entreprises à nouveau en hausse

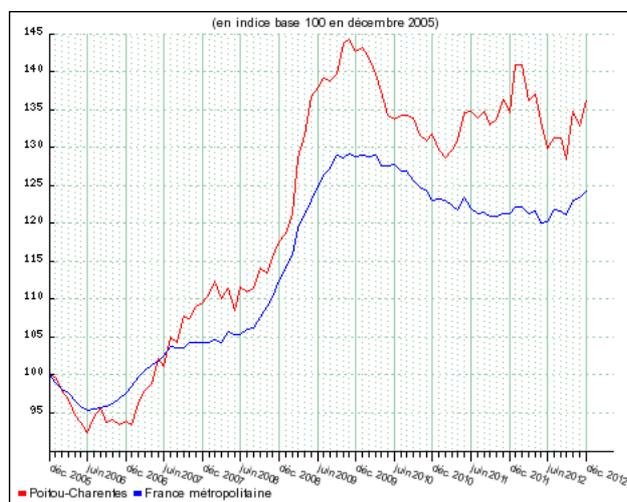
De janvier à décembre 2012, ce sont 1 570 entreprises (en données brutes) qui ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire en Poitou-Charentes. Entre 2011 et 2012, le bilan annuel montre une tendance qui s'est renforcée tant sur la région (+1,2 %) que sur l'ensemble métropolitain (+2,5 %).

En Poitou-Charentes, l'année 2012 s'était pourtant ouverte sous des meilleurs auspices qu'en 2011. Durant les trois premiers trimestres, le recul des procédures avait prévalu, contrairement à la métropole où le volume des jugements n'avait pas reculé de façon significative. Dans la région, une inversion de tendance s'est amorcée au 4^e trimestre. Durant cette période, de nombreux jugements ont été rendus : 60 % de jugements de plus qu'au 3^e trimestre. La Vienne est particulièrement concernée, le nombre de jugements y passant de 47 au 3^e trimestre à 105 au 4^e (en données brutes).

Sur le périmètre départemental, les entreprises en difficulté étaient relativement majoritaires en Charente-Maritime. Sur l'année 2012, ce département a concentré 42 % des jugements. La Vienne et la Charente sont arrivées en deuxième position avec 20 % des jugements, les entreprises des Deux-Sèvres ont été moins touchées.

Trois secteurs d'activité ont présenté des volumes de jugement relativement importants durant l'année 2012, toutefois moins qu'en 2011. Ce sont la «Construction», le «Commerce & la Réparation Automobile» et l'«Hébergement & la Restauration». Ces trois secteurs ont cumulé près de 60 % des défaillances entérinées sur l'année. Malgré les difficultés particulières du secteur de la «Construction», le nombre des entreprises touchées en 2012 est inférieur à 2011 de 4,2 %.

Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 5 mars 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Sources : Fiben, Banque de France